

# Urgences mondiales et crises institutionnelles

## Partage international n° 178 - Juin 2003

par Patricia Pitchon

La réduction de la part de leurs richesses que les pays industrialisés consentent à partager avec les pays pauvres constitue l'une des plus grandes hontes de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Le simple respect de l'engagement qu'ils avaient pris, dans les années 1970, de consacrer 0,7 % de leur PNB à l'aide au tiers monde augmenterait celle-ci de près de 100 milliards de dollars par an.

Qui plus est, nombre de pays pauvres n'ont pas accès aux marchés occidentaux, sauf pour quelques produits agricoles spécifiques – dont les cours, d'ailleurs, ne cessent de descendre. Un protectionnisme renforcé par les subventions (360 milliards de dollars) que les nations riches distribuent à leurs propres agricultures. D'où des tensions croissantes avec les pays pauvres.

Enfin, à ce recul de l'aide et à ces barrières aux exportations vient s'ajouter le poids de la dette. Les institutions financières et politiques semblent plus que réticentes à l'idée d'une annulation significative de cette dette, une annulation qui faciliterait pourtant le démarrage de l'économie de bon nombre de pays pauvres. Cette situation de déséquilibre leur interdit de rembourser leurs emprunts et les condamne à une sorte « d'esclavage de la dette » ; elle crée des fossés toujours plus larges dans le domaine de l'éducation et de la formation, et produit des crises sanitaires, des tensions sociales, des migrations massives et une dégradation de l'environnement, pour ne rien dire des risques de guerre entre ces pays qui se jettent dans une mêlée désespérée pour trouver les ressources vitales.

### Penser aux conséquences de la croissance démographique

Dans un ouvrage récent, *High Noon\**, Jean-François Rischard, vice-président pour l'Europe de la Banque mondiale, propose toute une série de réformes radicales, dont le tableau d'ensemble de la situation mondiale qu'il nous dépeint, chiffres à l'appui, montre la nécessité. Par exemple, 25 % de la population africaine vit avec moins de 60 centimes

par jour, et 65 % des Asiatiques avec moins d'un euro – soit plus d'un milliard d'individus. Et près d'un homme sur deux, c'est-à-dire environ trois milliards, vit avec moins de deux euros par jour. Alors que 20 % de la population mondiale consomme 85 % des biens et services.

Les projections de la croissance démographique indiquent que nous passerons de six milliards aujourd'hui à près de huit d'ici 2020 à 2025. Ce qui veut dire qu'une personne sur trois manquera d'eau. Et que la production agro-alimentaire mondiale devra augmenter de 40 %. Deux problèmes tout à fait surmontables, à condition de transformer en profondeur les mécanismes de prises de décision dans les principales institutions mondiales, qui sont aujourd'hui mal équipées pour répondre rapidement, et avec imagination, à la croissance de la population et de la demande mondiales en biens de première nécessité.

Les grandes institutions multilatérales actuelles (comme les organismes intergouvernementaux, le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, diverses agences des Nations unies, ainsi que d'autres organisations spécialisées dans des domaines comme l'environnement, etc.), du fait de la lenteur glaciale avec laquelle elles interviennent, ne sont plus adaptées à la situation actuelle. L'auteur voit dans cette inadéquation la raison majeure de leur perte de représentativité, du décalage qui existe entre elles et des citoyens qui ressentent avec de plus en plus de force et de précision les urgences. Ainsi le total de la remise de dettes qu'elles ont consentie aux pays pauvres les plus endettés s'élève, pour la dernière décennie, à 30 milliards de dollars en tout et pour tout – un chiffre à mettre en rapport avec d'autres postes de dépenses, par exemple, les 360 milliards par an de subventions agricoles dans les pays riches.

### Décider autrement

Pour faire face à la complexité inhérente à la croissance démographique et aux autres grands problèmes planétaires – tels ceux, intimement liés, de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration du niveau sanitaire, de l'environnement et de l'éducation – J.-F. Rischard propose des changements radicaux dans les processus et mécanismes de prise de décision, ainsi que le renforcement de la coopération entre trois secteurs cruciaux : la société civile, le gouvernement et le monde des affaires.

Les grandes organisations et institutions sont des systèmes de type hiérarchique, stratifié, où les principales décisions se prennent au sommet et où règlements et contrôles occupent une place centrale. Ce qui les rend stables, mais aussi rigides, et incapables d'intervenir rapidement dans les situations de crise. J.-F. Rischard propose donc la création d'organismes spécifiques pour chaque problème mondial – citons, parmi la vingtaine qu'il énumère, la pénurie d'eau, l'éducation, la pollution de l'air, du sol et de l'eau, les grandes maladies infectieuses, le réchauffement planétaire, etc. Ces organismes, véritables plaques tournantes entre ces trois secteurs, rassembleraient les meilleures compétences, tout en étant non-hiérarchiques et ouverts à toutes les collaborations. Dépourvus de tout pouvoir de légiférer, ils auraient pour seule tâche d'élaborer des normes et d'exercer une pression pour les faire respecter – en particulier en faisant jouer les « effets de réputation », c'est-à-dire à « noter » les pratiques et les politiques et à en faire connaître les responsables. Ces organismes (que J.-F. Rischard baptise « véhicules de solution de problèmes » en référence à leur caractère léger et dynamique) devraient être en mesure de profiter de la compétence des institutions existantes, de s'appuyer sur le pouvoir législatif des gouvernements et de tirer le meilleur de ce qui s'est fait au niveau multilatéral.

Selon J.-F. Rischard, cette réforme vise à faire peu à peu passer du gouvernement hiérarchique traditionnel à ce que l'on pourrait appeler une « gouvernance en réseaux ». Ces réseaux, chacun spécialisé dans un des grands problèmes mondiaux énumérés plus haut, créeraient un nouveau type d'espace public, favorisant ainsi le renforcement de la coopération entre différents secteurs.

### **Société civile, gouvernements et monde des affaires**

La dernière décennie a vu une croissance rapide du nombre d'ONG, que ce soit des groupes de défense, des syndicats, des organisations religieuses, humanitaires, des groupes d'information du public, etc. Cent mille ONG se sont créées depuis dix ans en Europe de l'Est, selon J.-F. Rischard, et les Etats-Unis en comptent deux millions. Elles s'associent entre elles avec toujours plus de facilité, notamment grâce aux nouvelles technologies, comme Internet – ce qui accroît leur efficacité et illustre, on ne peut mieux, les avantages d'un fonctionnement en réseau, un fonctionnement qui a permis, par exemple, d'élargir l'échelle des protestations publiques. Des enquêtes récentes menées aux Etats-Unis et en Europe montrent que leur capacité à repérer les urgences et

leur rapidité d'intervention leur ont valu une confiance croissante dans l'opinion – qui se traduit par une augmentation des dons et des adhésions. Pour J.-F. Rischard, ce mode de fonctionnement des ONG, les compétences qu'elles montrent dans leurs domaines respectifs (et qui n'ont rien à envier à celles des experts officiels) et leur ouverture à la dimension internationale montrent la seule voie qui permettra de donner une solution aux problèmes complexes de notre époque.

On retrouve ces trois caractéristiques dans le monde des affaires. Les multinationales possèdent-elles aussi une perspective mondiale unique, bien supérieure à celle des gouvernements. Elles ont également un savoir-faire dont on ne saurait se passer si l'on veut régler des problèmes comme le développement des énergies renouvelables, la mise en œuvre de techniques de désalinisation de l'eau moins chères et plus efficaces, ainsi que de systèmes de production agro-alimentaire durables et de distribution plus satisfaisants. J.-F. Rischard énumère quatre niveaux ou quatre stades dans la prise de conscience de leurs responsabilités :

- création d'un petit service caritatif ;
- départements de responsabilité plus étoffés, en réponse à des attaques d'ONG sur des problèmes de dégradation écologique et de pratiques de travail douteuses ;
- prise d'initiative dans le domaine du développement : par exemple, l'une d'entre elles a créé un service d'éducation en ligne ;
- d'autres travaillent directement à la solution de problèmes mondiaux, en collaboration avec les gouvernements et des représentants de la société civile, ONG par exemple.

Quant aux Etats, ils seraient les premiers bénéficiaires de cette coopération, qui les aiderait à surmonter leur blocage relatif sur les grands enjeux internationaux et à affronter la complexité croissante des affaires humaines, face à laquelle ils sont en première ligne – J.-F. Rischard déclare qu'ils sont « *en état de siège* ». Il cite, par exemple, la réaction effarée des experts du gouvernement venus enquêter sur Enron « *cette compagnie d'énergie gigantesque, sans véritables règles de fonctionnement, qui faisait commerce de quelque 2 000 produits* », devant l'étendue et l'enchevêtrement de ses activités et de ses combines. Comment mieux illustrer la nécessité d'instaurer des partenariats triples entre gouvernements, monde des affaires et société civile si l'on veut résoudre des problèmes qui jusqu'à

présent nous dépassent ? Des partenariats qu'il s'attend à voir fleurir d'ici les vingt prochaines années à tous les niveaux : local, régional et international.

**Auteur** : Patricia Pitchon, autrefois journaliste au

quotidien colombien El Tiempo. Aujourd'hui basée à Londres, elle est journaliste indépendante. Egaleme nt psychothérapeute, elle travaille avec les réfugiés.

**Thématiques** : [politique](#), [Économie](#)

**Rubrique** : [Divers](#) ()